

LA CRISE

N°25, décembre 2013

Lettre plus ou moins trimestrielle, gratuite et sans abonnement !

Numéro spécial Europe

L'AVENIR EST RADIEUX... mais le chemin est douloureux !

Résumé : L'Europe est en crise. On doit s'interroger sur sa capacité à poursuivre la construction d'une Union Economique et Monétaire et envisager qu'elle soit obligée de se contenter du Marché Unique et de renoncer à l'Euro. Toutefois, les jeux ne sont pas faits et l'avenir de l'Euro pourrait bien être radieux, après un chemin douloureux pour les peuples, à condition de prendre conscience que la solution de la monnaie unique n'était pas adaptée à un ensemble inapte au fédéralisme fiscal et qu'il faut par conséquent transformer l'Euro en monnaie commune. Toutefois, l'Euro n'est pas le seul défi que doit affronter l'Europe : elle est aussi confrontée à un défi technologique et doit rompre avec ses démons obscurantistes qui, au nom d'un principe de précaution surinterprété en principe d'inaction, la conduisent dans un mur de sous productivité, mortel pour un continent vieillissant qui ne peut maintenir son modèle social tout en renonçant par principe aux technologies de demain.



Source : capture d'écran dans <http://www.youtube.com/watch?v=QtG3bN04WUc>

1. L'Europe entre grosse fatigue et *game over*

p. 3

2. Et mes sous dans tout ça : les Nouvelles Confessions

p.14

Comme je l'ai expliqué dans le numéro précédent de cette lettre, il importe d'être bien vu de l'Empire du Milieu. Aussi, après m'être réclamé de Confucius (un coup à droite), je revendique maintenant (un coup à gauche) la lumineuse pensée du Président Mao en titrant « l'avenir est radieux », même si j'ai modifié un peu le sous titre par rapport la citation originale (« le chemin est douloureux » pour moi au lieu de « le chemin est sinueux » pour Mao). Vous pouvez même [écouter](#) *L'Orient est rouge* pour vous mettre dans l'ambiance !

J'espère bien ainsi recevoir un exemplaire du Petit Livre Rouge, dans sa récente édition de luxe à 2000 yuans, dédicacé par l'ambassadeur de Chine à Paris (en tant que citoyen français) ou à Ottawa (en tant que chercheur associé dans un centre de recherche québécois où cette lettre est mise en ligne) et si j'en reçois deux... j'en vends un sur internet... dix fois plus cher bien sûr... mais pour faire un don aux banques alimentaires... qui en ont bien besoin !

L'avenir est-il vraiment radieux ? Assurément peuvent penser les ploutocrates d'une planète de plus en plus inégalitaire, avec une mention spéciale pour la Chine ([indice de Gini supérieur à 0,6](#) ... même l'Amérique latine n'arrive pas à ce niveau... c'est dire !). Mais, pour les peuples, le chemin de sortie de crise est particulièrement douloureux. Les couches populaires les plus vulnérables se voient infliger un chômage de masse bien plus lourd que celui enregistré par les statistiques officielles (phénomènes de découragement à l'inscription) et sombrent dans une pauvreté extrême (50 millions de bénéficiaires de bons alimentaires – *food stamps* – aux Etats-Unis, soit un sixième de la population totale). Les couches moyennes et aisées, sans garantie d'être épargnées par le chômage, se voient en plus affublées d'une charge fiscale dont elles ne peuvent s'exonérer... contrairement aux plus riches qui s'adonnent aux joies de l'optimisation fiscale, c'est-à-dire de la fuite devant l'impôt.

Pour ce qui est de l'Europe, au cœur de notre réflexion cette fois-ci, le sous titre (le chemin est douloureux) est plus certain que le titre (l'avenir est radieux), mais la situation est loin d'être désespérée : il suffirait de prendre les bonnes décisions et de ne pas s'entêter à foncer tête baissée dans une impasse. Plus facile à dire qu'à faire !

Nous commencerons donc notre vingt cinquième périple de crise en nous interrogeant sur l'Europe, qui semble être le plus grand malade du monde dans la période actuelle, en bonne compagnie avec le Japon. Quelle est la nature de la crise de l'Europe : s'agit-il d'une grosse fatigue qui ne nécessite qu'un peu de repos et quelques fortifiants, ou bien faut-il proclamer le *Game Over*, l'aventure est finie et chacun peut rentrer chez soi. Nous consacrerons à ce thème toute l'attention qu'il mérite, d'autant plus qu'il y a longtemps que je n'ai pas fait le point sur l'Europe dans cette lettre. Il ne restera donc pas beaucoup de place pour les autres rubriques habituelles. Finalement, ça tombe bien, car Jean-Jacques Rousseau étant cette fois-ci aux commandes de *Et mes sous dans tout ça*, on sera en fait en plein *Coin de l'intello* ! Et c'est parti pour un numéro 100% intello, garanti 0% de finance (sauf traces infimes ne remettant pas en cause le label !). Bonne lecture.

1. L'Europe en crise : grosse fatigue ou *game over* ?

(Sans en être la pure transcription, cette partie reprend l'argumentaire d'un exposé fait dans un Atelier du CEIM à l'UQAM, le 29 novembre 2013, sous le titre « L'Europe au milieu du gué : entre incertitudes institutionnelles et doutes technologiques ». Au final, cet argumentaire donne un texte plus académique que la norme habituelle de cette lettre, qui reste néanmoins accessible à un large lectorat de citoyens intéressés par les grands enjeux collectifs. On va donc être très sérieux tout au long de cette partie, mais rassurez-vous... on se rattrapera par la suite : chassez le naturel... il revient au galop !).

Dans cette lettre, j'ai plusieurs fois utilisé l'image du milieu du gué pour caractériser la situation de l'Europe dans la crise actuelle. En soi, être au milieu du gué n'est pas forcément désagréable, en été, par temps calme, dans la nonchalance estivale, les pieds au frais, caressé par un doux courant. Par contre dans la tempête et les forts courants qu'elle déchaîne, c'est bien sûr très angoissant et fait courir un risque mortel : c'est dans cette situation que s'est trouvée prise l'Europe, rattrapée en 2008 par la crise financière américaine, au milieu de sa lente et incertaine transition entre Marché unique et Union économique et monétaire (UEM). Dans une telle situation, a priori deux solutions peuvent venir à l'esprit : un prudent retour en arrière (vers la rive d'où l'on vient, déjà connue et bien identifiée, en l'occurrence le marché unique) ou la marche en avant volontariste vers la rive opposée (le plein accomplissement de l'union économique et monétaire), éventuellement hors de portée et auquel cas c'est la noyade qui vous attend. Mais peut-être existe-t-il une troisième possibilité et qu'en regardant un peu sur le côté on puisse entrevoir une île au milieu du fleuve, facilement atteignable en déviant un peu la trajectoire initialement prévue. A travers cet apologue du milieu du gué je vise donc à introduire un premier défi auquel l'Europe est confrontée, le défi institutionnel à court et moyen terme que pose la monnaie unique aux pays de la zone Euro.

Mais à long terme l'Europe est aussi confrontée à un deuxième défi, tout aussi déterminant – et peut-être plus encore – pour son avenir. Elle se trouve, en effet, face à un gué technologique que des forces scientifiques, technologiques et économiques veulent franchir et savent qu'elles sont capables de franchir en toute sécurité, tandis que des forces sociopolitiques refusent de s'y engager, au nom d'un principe de précaution surinterprété en principe d'inaction. Ce deuxième défi conditionne la productivité à terme de l'Europe, sa compétitivité internationale et sa place dans le monde, d'autant plus qu'il s'agit d'un continent vieillissant et démographiquement en stagnation qui ne trouvera son salut qu'en misant sur sa matière grise et sur l'innovation.

Nous examinerons successivement ces deux défis.

1.1. L'Europe incertaine : retour au marché commun, marche forcée au fédéralisme ou troisième voie ?

Depuis le début de la construction européenne, des tendances duales sont à l'œuvre, parfois complémentaires mais souvent antagoniques. On peut ainsi identifier trois couples :

- l'élargissement *versus* l'approfondissement,
- l'hétérogénéité et la divergence *versus* l'homogénéité et la convergence,
- le « chacun pour soi » *versus* la solidarité et la mise en commun de ressources.

Suivant que les premières forces l'emporteront sur les secondes ou vice versa, l'UE retournera au stade du Marché unique ou pourra se stabiliser à un stade supérieur d'intégration.

Elargissement / Approfondissement. Ces deux tendances sont allées de pair à l'origine, puis la logique de l'élargissement l'a tellement emporté qu'elle a appelé en réaction un approfondissement limité à un certain nombre de pays mais surtout conduit dans des conditions d'improvisation et de naïveté qui ont abouti à la mise en place d'un système fragile, déstabilisé dès la survenance d'évènements perturbateurs.

Inutile de retracer ici en détail l'histoire de l'élargissement d'une Europe initiée à 6 pays en 1958, qui s'étendra progressivement jusqu'à 15 pays avec l'entrée des pays ibériques en 1986, puis qui ingèrera à marche forcée les pays d'Europe centrale et orientale, au point de se retrouver aujourd'hui à 28, en attendant d'intégrer les derniers Etats issus de l'explosion douloureuse de l'ex-Yougoslavie. Cette aventure a démarré sous forme d'une Union douanière (libre-échange + tarif extérieur commun), puis s'est approfondie en Marché unique pour l'ensemble des pays de l'Union (Union douanière + libre circulation des marchandises, des hommes et des capitaux) avant de muter pour une partie des membres en Union Economique et Monétaire incomplète. Cette UEM incomplète désigne bien sûr la zone Euro (11 pays en 1999 et 17 aujourd'hui) dont l'incomplétude vise l'absence de politique budgétaire et fiscale commune tout comme d'une politique sociale.

Hétérogénéité et divergence / Homogénéité et convergence. La construction européenne a commencé dans une relative homogénéité des niveaux de développement, si l'on veut bien faire abstraction du cas du *Mezzogiorno* italien. Au fur et à mesure des premiers élargissements, l'hétérogénéité s'est accrue avec l'entrée de pays moins développés, Grèce en 1981, Espagne et Portugal en 1986. Puis cette hétérogénéité a explosé avec l'entrée des PECO (Pays d'Europe Centrale et Orientale) jusqu'aux moins développés, comme la Roumanie et la Bulgarie. Mais à cette hétérogénéité de fait, ou précisément du fait de cette hétérogénéité, se sont ajoutées des politiques nationales très divergentes qui sont venues créer de la concurrence exacerbée en matière de localisation des entreprises, dans une zone de libre circulation des marchandises, des hommes et des capitaux. Il s'agit bien sûr des politiques

fiscales et sociales par lesquelles des pays parmi les moins développés à l'origine (Irlande, PECO) mais pas toujours (Pays Bas, qui attirent tout particulièrement les holdings) sont venus pomper les forces vives des pays les plus développés ou attirer prioritairement les capitaux étrangers hors zone. Les taux d'imposition sur les bénéficiaires des sociétés constituent un bon exemple, avec dans le même espace économique de libre circulation, des taux variant entre 10% et 37%, comme le montre bien une récente étude pour la Commission Européenne ([Référence et accès direct](#), bonne lecture... ça ne fait de 2826 pages et ce n'est disponible qu'en anglais, bien sûr !) du *Centre for European Economic Research*. A titre d'exemple, les taux effectifs de taxation des profits –incluant l'impôt perçu par l'Etat mais aussi par les collectivités territoriales – sont en 2012 de 10% en Bulgarie, 12,5% en Irlande, mais 31% en Allemagne et 37% en France (Tableau A1). On se demande bien pourquoi la Commission Européenne oblige la France à remonter sa TVA sur les centres équestres (un dossier vital pour l'avenir de l'Europe, à l'évidence) alors qu'elle ne préoccupe même pas d'imposer un taux minimal d'impôt sur les sociétés, par exemple à 25% ! Et on s'étonne que les peuples n'adhèrent plus à l'idée européenne !

Mais, en face de cette hétérogénéité et de ces divergences, l'Europe se caractérise aussi par des tendances à l'homogénéité et à la convergence. L'homogénéité juridique de l'Europe est remarquable, avec un droit européen qui s'impose aux droits nationaux et qui fait de l'Europe l'archétype de l'intégration profonde (par opposition à l'intégration superficielle qui se contente de supprimer les obstacles aux frontières). De même l'Europe a développé des politiques communes, en matière agricole, en matière de concurrence. Enfin, la zone Euro a développé une politique monétaire unique, mise en œuvre par la Banque Centrale : on y reviendra plus loin.

Chacun pour soi / solidarité et mise en commun de ressources. Le plus bel exemple du chacun pour soi est le « *I want my money back* » de Margaret Thatcher. Mais, dans leur genre, les manipulations grecques des statistiques ainsi que le maquillage de l'endettement de l'Etat grec (avec la collaboration active... et intéressée de Goldman Sachs) ne sont pas mal non plus. Quant à la politique mercantiliste actuelle de l'Allemagne, qui suscite même des interrogations de la très libérale Commission Européenne (c'est dire), elle relève bien aussi du chacun pour soi version *Deutschland Uber Alles*. Pourtant, l'Europe n'est pas que l'addition des chacun pour soi nationaux. Ce sont aussi des mécanismes de solidarité, de mise en commun. Les fonds structurels, au bénéfice des zones les moins développées (aides massives à la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Irlande, puis aux Pays d'Europe Centrale et Orientale), constituent le mécanisme le plus ancien de solidarité européenne. Dans la période actuelle de crise d'endettement souverain de pays de la zone Euro, la mise en place tout d'abord du FESF (Fonds Européen de Stabilité Financière) puis du MES (Mécanisme Européen de Stabilité) relève de cette même logique de solidarité. Enfin, si le projet aboutit, l'instauration d'une Union bancaire pour traiter les risques de faillite d'établissements bancaires (sans faire

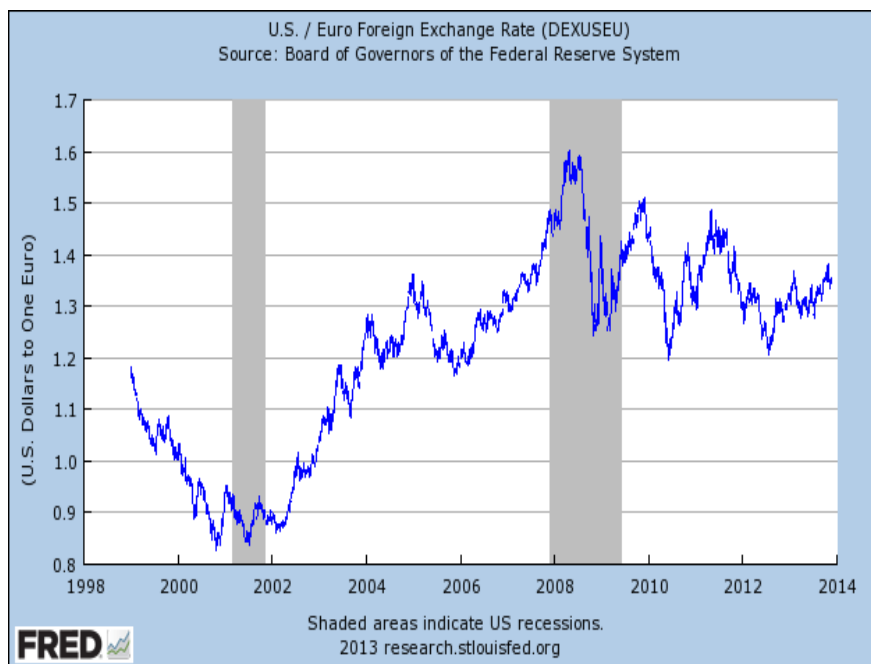
appel, cette fois-ci, aux Etats) sera une nouvelle illustration des capacités européennes à faire valoir l'intérêt général sur les intérêts nationaux.

Les tendances de fond, les lignes de force de la construction européenne sont donc complexes et surtout duales, les unes conduisant au délitement de l'Union Economique et Monétaire, les autres ouvrant la voie à une confirmation de l'Euro, mais pas forcément dans sa configuration actuelle (l'île au milieu du gué et non la rive imaginée à l'origine). Mais le dossier de l'Euro n'est pas simple, et surtout très paradoxal.

Les paradoxes de l'Euro

L'Euro est en crise, dit-on. Ah bon... elle est où cette crise ? Certainement pas dans l'effondrement de la parité, car l'Euro se porte très bien, trop bien sans doute, mais il finit par ne convenir à personne, à l'intérieur de la zone. Et finalement il semble bien que l'Euro soit actuellement plus désiré par le Reste du Monde que par les Pays européens (sauf que s'il disparaissait, les européens risqueraient de s'apercevoir d'un manque). Il faut donc s'interroger sur les scénarios possibles d'évolution de l'Euro.

L'Euro entre Europe et Reste du Monde. Le graphique ci-dessous retrace la parité Euro / Dollar depuis la mise en place de l'Euro en 1999. Introduit à 1,2 \$, l'Euro ira vite explorer la zone des 0,8 \$, avant de remonter en 2004 à 1,2 et de fluctuer ensuite entre 1,2 et 1,5, avec une pointe à 1,6. Donc pas d'effondrement de l'Euro, hélas penseront certains pays.



Toutefois les paramètres de cette monnaie trop bien portante conviennent difficilement à l'ensemble des pays d'une zone très hétérogène. Les pays dont le commerce international fonctionne en compétitivité hors prix (qualité des produits reconnue et quantités vendues peu sensibles au prix) n'ont pas à se plaindre d'une parité élevée qui par ailleurs garantit des importations peu chères, ce qui est vital dans un schéma de division internationale des processus de production où chaque produit exporté contient beaucoup d'intrants importés. Par contre, les pays exportant traditionnellement des produits de gamme moyenne ou inférieure, dont les ventes sont très sensibles au prix, se voient fragilisés par une parité de l'Euro élevée. L'Allemagne est clairement dans la première situation, l'Espagne dans la deuxième, la France dans les deux suivant les branches concernées (les produits de luxe dans la première, beaucoup de produits industriels dans la deuxième).

Avant la mise en place de la monnaie unique, ces différences structurelles de compétitivité pouvaient être gérées par des mouvements de parités monétaires. Le Franc, la Peseta, la Lire se dévaluaient par rapport au Mark. Il n'y a plus aujourd'hui de possibilité de dévaluation monétaire. L'ajustement ne peut plus se faire que par la réduction des coûts de production dans les pays dont les produits exportés sont très sensibles au prix : on parle alors de la nécessité d'une dévaluation interne, qui passe principalement par une diminution nominale des salaires (c'est-à-dire une diminution du montant versé) alors qu'auparavant une dévaluation monétaire aurait entraîné une diminution du pouvoir d'achat par augmentation des prix des produits importés (baisse de la valeur réelle des salaires, sans diminution de la feuille de paye). De telles dévaluations internes sont à l'œuvre dans l'Europe Méditerranéenne, sur fond de taux de chômage très élevés, supérieurs à 20%, avec un chômage des jeunes qui peut dépasser les 50%. Mais ces baisses de revenu, liées au chômage ou à la réduction des rémunérations des actifs (et parfois des inactifs si les retraites diminuent aussi), peuvent enclencher de dangereux processus déflationnistes et se traduisent par des défauts de paiement sur les loyers ou les remboursements immobiliers, qui fragilisent d'autres agents économiques, notamment les banques qui se voient confrontées à l'explosion des impayés (12% actuellement en Espagne sur les prêts immobiliers). La dévaluation interne est donc une arme à manier avec précaution, de par ses risques économiques (déflation incontrôlable) mais aussi sociopolitiques (à trop tirer sur la corde... elle finit par céder !).

Enfin, une monnaie et une politique monétaire uniques impliquent un seul et unique taux d'intérêt directeur de la Banque Centrale. Il est clair que ce taux ne peut pas convenir à tous les pays, dans des situations économiques très différentes : les pays les plus en récession ont besoin de taux faibles, pour soutenir l'activité (à condition que les banques prêtent) et encore plus pour limiter la charge de la dette, et c'est le cas actuellement de l'Europe du Sud ; par contre, telle n'est pas la problématique de l'Allemagne, qui s'oppose (sans succès maintenant) à la baisse des taux de la BCE, soucieuse qu'elle est que les caisses de retraites de ses citoyens vieillissants puisse placer leurs fonds dans de bonnes conditions de rémunération, sachant que

les emprunts d'Etat (supposés actifs sans risque... c'est un autre débat !) sont le support principal des placements retraite.

Ainsi l'Europe a voulu l'Euro et l'a mis en place. Aujourd'hui, devenue consciente des inconvénients de la rigidité du système de monnaie unique, elle est moins enthousiaste et des ajustements sont nécessaires. Par contre, il est peu probable de voir disparaître l'Euro (sauf entêtement suicidaire à vouloir garder le système totalement inchangé). En effet, bien que moins désiré en interne, l'Euro reste souhaité dans le Reste du Monde (voir, par exemple, l'émission [d'obligations chinoises en Euro](#)) : il a pris une place dans un SMI marqué par la contestation de la suprématie du dollar, l'effacement du yen et la montée en puissance du yuan. En attendant la définition d'un nouvel étalon international (type bancor ou DTS), dont les Etats-Unis feront tout pour retarder l'avènement pourtant inéluctable, l'Euro permet un système tripolaire, moins conflictuel qu'un bipôle dollar / yuan et d'autant plus nécessaire que l'internationalisation du yuan reste encore limitée même si elle semble avancer à grands pas ces derniers mois.

Plusieurs scénarios pour l'Euro. Entre une rigidité interne à corriger et son utilité internationale, quel avenir pour l'Euro ? Plusieurs scénarios sont concevables. [Robert Boyer](#), dans une contribution récente, en envisage sept, déclinés entre forces, faiblesses et viabilité politique. Pour ma part je vais ici me limiter à en proposer trois : le *statu quo* et l'échec définitif ; le maintien de la monnaie unique adossé à un fédéralisme fiscal ; l'assouplissement des rigidités par la transformation en monnaie commune.

Le *statu quo* n'est tout simplement pas viable. La solution imaginée à l'origine n'avait de sens que si elle évoluait très rapidement vers le fédéralisme, sans rencontrer entre temps une crise financière mondiale majeure qui vienne révéler l'insoutenabilité de long terme du schéma initialement retenu, qui consistait à mettre la charrue avant les bœufs ! Le meilleur moyen d'enterrer définitivement l'Euro serait de vouloir maintenir le schéma actuel, monnaie unique sans fédéralisme fiscal. *Errare humanum est, perseverare diabolicum !*

Le maintien de la monnaie unique est parfaitement possible, mais improbable à mon sens. Il supposerait d'instaurer dans des délais très courts un fédéralisme fiscal, à travers lequel :

- les contribuables de l'Europe du Nord paieraient pour ceux de l'Europe du Sud, tout comme Paris, Lyon et Toulouse payent pour le Massif Central et la Corse, ou Milan et Turin payent pour Naples.
- les dettes souveraines seraient mutualisées et refinancées par des euro-obligations émises solidairement par l'ensemble des Etats de la zone Euro.
- la Commission Européenne aurait un pouvoir décisionnel sur les budgets des Etats, et donc une prééminence sur les Parlements nationaux.

Dans l'état actuel de l'Europe, de ses dirigeants nationaux et de ses opinions publiques, une telle solution, à monter en quelques mois, au moins dans son architecture d'ensemble, est tout bonnement ingérable. Déjà que les Catalans ne veulent pas payer pour les Andalous, alors n'allez pas demander aux Allemands de payer pour les Grecs !

Donc, exit la monnaie unique. Le seul moyen de préserver l'Euro (et son rôle international d'alternative partielle au dollar dans la phase de transition du Système Monétaire International) consiste à le faire évoluer, à le débarrasser de ses rigidités internes en le transformant en une monnaie commune. Monnaie commune que chaque Banque centrale nationale déclinerait en une monnaie nationale pouvant valoir plus ou moins d'un Euro (ou pile un Euro), dans un mécanisme de parités administrées (sans intervention des marchés et donc sans laisser prise à la spéculation internationale), toutes les transactions intra et extra européennes se faisant en Euro (par un système intra européen de change automatique, sans coût de transaction). L'Euro lui-même, souche commune à tous ses clones nationaux, géré par la BCE, garderait une parité externe fixée, comme aujourd'hui, par les marchés. Une fois le principe adopté, se poseraient de nombreux problèmes techniques de définition puis de gestion du système, en aucun cas insurmontables : il y a des tas de gens compétents dans les Ministères de finances et les Banques centrales capables de gérer l'opération, une fois l'impulsion donnée.

La question de l'Euro et de sa viabilité est donc une question politique... on s'en serait douté ! L'avenir de l'Euro pourrait bien être radieux, même si le chemin s'est révélé douloureux.

Passons maintenant au deuxième défi, le défi technologique.

1.2. L'Europe face à ses doutes technologiques : du bon usage du principe de précaution.

L'Europe, sur la base des apports grecs et arabes, est la mère de la méthode scientifique et expérimentale, avec des esprits brillants tels que Francis BACON ou René DESCARTES. Elle a été le lieu des premières révolutions agricoles et industrielles et une actrice majeure des révolutions industrielles suivantes ainsi que de la Deuxième révolution agricole, mettant en œuvre des technologies novatrices et gérant les mutations sociales accompagnant ces révolutions. Par ailleurs, de par la profondeur historique de son vécu, elle est aussi une terre de tradition et reste attachée à des normes alimentaires qu'elle a défendu dans les instances du commerce international (GATT, OMC). Elle est particulièrement vigilante sur les normes sanitaires et phytosanitaires et très concernée par les appellations d'origine, et c'est très bien ainsi.

Mais aujourd'hui l'Europe a un gros problème avec les nouvelles technologies, qu'elles soient agricoles (les PGM, plantes génétiquement modifiées), énergétiques (nucléaire, gaz de schiste) ou industrielles (nanotechnologies). En arrière plan de ce problème se situe le principe de précaution, excellent en tant qu'appel à la vigilance et à l'esprit critique, détestable dès lors qu'il est érigé en principe d'immobilité synonyme d'impuissance, surinterprété par des obscurantistes anti-scientifiques et dès lors potentiellement porteur de lourdes conséquences sur l'avenir de l'Europe. Si l'Europe rompt avec la méthode scientifique et l'expérimentation, son déclin accéléré est inéluctable et sa matière grise, déjà tentée par l'exil, s'y résoudra massivement.

Les termes du débat technologique: un principe de précaution surinterprété

La France a inscrit en 2004 le principe de précaution dans sa constitution. Plus généralement de larges franges des opinions publiques européennes sont très sensibles à ce principe, tout particulièrement là où l'écologie politique est bien implantée. Le principe est utile en soi, voire indispensable s'il est conçu comme un impératif de vigilance, de contrôle, d'analyse critique des bilans coût – bénéfice des différentes innovations. Par contre il devient néfaste s'il interdit toute recherche, toute expérimentation, et encore plus lorsqu'il sert d'alibi à des obscurantistes illuminés qui massacrent le travail des chercheurs. Je ne peux que conseiller aux lecteurs de LA CRISE de lire l'ouvrage *Faucheurs de science: les fanatiques sont dans nos campagnes* (Gil Rivière-Wekstein, Le Publieur, 2012) : ils seront édifiés sur les pratiques d'un lobby anti-science qui n'a rien à envier aux cliques papales et à l'Inquisition qui ont envoyé Giordano Bruno au bûcher et contraint Galilée au silence. Certes, Satan a été remplacé par Monsanto, l'eau bénite par des produits bio, les bûchers par le saccage des expérimentations (y compris dans des serres fermées, CIRAD Montpellier, juin 1999 ; y compris dans des centres de recherche publics comme l'INRA à Colmar en août 2010), ... mais le visage abject de l'obscurantisme et de la bêtise absolue reste le même. Et le pire est

que ces destructeurs de science bénéficient, en France au moins, d'une complicité d'un Etat rarement aussi peu répressif vis-à-vis des délinquants, suite à un marchandage implicite lors du [Grenelle de l'Environnement](#) à l'occasion duquel le *deal* entre l'Etat et les leaders de l'écologie politique a été : pas touche au nucléaire (trop d'intérêts en France), mais on vous laisse un os à ronger, la contestation des OGM. Et que les semenciers français et européens se débrouillent comme ils peuvent pour se maintenir à flot dans la compétition internationale, qu'ils aillent faire leurs expérimentations en Afrique ou en Amérique du Sud, cachez cette semence transgénique que je ne saurais voir, Tartuffe se porte mieux que jamais ! Et puis nos chères petites abeilles, par ailleurs bourrées de produits phytosanitaires par les apiculteurs eux-mêmes (mais non... ce sont de gentils médicaments vétérinaires prescrits tout à fait légalement¹ !) risqueraient de ne pas supporter ces affreuses PGM !

Je prends mes exemples dans le domaine agricole, car c'est le domaine que je connais le moins mal (travaillant depuis trente ans sur les révolutions agricoles), mais l'opposition au nucléaire (particulièrement ravageuse en Allemagne) ou aux nanotechnologies relève de la même pensée primaire, et quand je parle de pensée je suis bien généreux, car ces positionnements relèvent bien souvent plus de la croyance primitive que de la pensée articulée.

Mais entendons- nous bien, il n'est pas dans mon propos de valider les yeux fermés n'importe quelle PGM (je ne suis ni biologiste ni nutritionniste), pas plus que de délivrer un blanc sein à n'importe quelle pratique de l'industrie nucléaire (Tchernobyl et Fukushima ont bien eu lieu... je confirme !). Je sais parfaitement que les raisonnements court termistes imposés par la Finance pour un retour immédiat sur investissement peuvent faire des dégâts, et à lire cette lettre on ne peut pas m'accuser d'être un suppôt de la Finance ! Je demande simplement que ne soit pas délivrés des oukases d'interdiction purement idéologiques, non scientifiquement fondés ; que les débats ne résument pas à savoir si Monsanto est *friendly* ou pas *friendly* ; que soient étudiés attentivement les problèmes de coexistence des cultures en fonction de contextes réels et non de fantasmes idéologiques (agriculture biotech ; agriculture conventionnelle ; agriculture bio) : toutes ont leur place, leur rôle à jouer, leur domaine de validité dans des espaces-temps déterminés ; que soient conduites des expérimentations, menées selon des protocoles scientifiques rigoureux, sur des échantillons significatifs permettant des résultats incontestables. Je sais bien, au bout du compte, que la plupart des militants de l'obscurantisme crieront au complot si les résultats ne leur conviennent pas ! Mais au moins cela permettra de les isoler et que des personnes de bonne foi ne soient pas abusées et entraînées dans des sectes pernicieuses.

¹ Plusieurs insecticides comme les coumaphos, amitraze, tau-fluvalinate sont utilisés comme médicaments vétérinaires pour lutter contre la varroase, un parasite qui décime les abeilles.

Finalement tout ceci ne serait pas grave et n'aurait pas sa place dans une chronique sur l'Europe si ce débat technologique était sans enjeu pour l'Europe : ce n'est hélas pas le cas.

Les enjeux du débat technologique

Peut-on imaginer que l'Europe répudie l'énergie nucléaire, renonce à chercher des techniques propres d'exploitation des gaz de schistes et se contente de miser sur l'éolien et le solaire qui dépendent de lourdes subventions publiques et ne sont pas exemptes de pollutions (demandez aux oiseaux et aux voisins pour l'éolien terrestre, demandez aux poissons et autres mollusques pour l'éolien marin !). Peut-on concevoir que l'Europe renonce à la troisième Révolution Agricole (celle des biotech) ? Oui, tout est concevable, mais à quel prix, selon quel bilan coût-bénéfice.

Les biotechnologies constituent une voie majeure pour résoudre les problèmes d'une humanité soumise aux perspectives d'un réchauffement climatique inéluctable selon nos connaissances, même si des avis divergents peuvent s'exprimer sur son ampleur (2°, 4°, 6° à l'horizon fin de siècle ?) et même sur son origine (origine purement humaine – émission de CO² - activité solaire ?). Au passage on notera que, du point de vue des émissions de carbone, l'énergie nucléaire est particulièrement propre et donc adaptée pour contenir le réchauffement. Ce réchauffement va poser à l'agriculture de redoutables problèmes d'aridité ou de salinité des sols et donc d'adaptation des plantes aux nouvelles conditions ; il ne sera pas possible d'attendre des siècles de croisements variétaux traditionnels pour sélectionner des variétés suffisamment productives dans la nouvelle donne climatique, indispensables pour nourrir les 9 à 10 milliards d'habitants de la planète à l'horizon 2050 (oui je sais, il y a du gâchis alimentaire, je vous accorde donc une réduction de 2 milliards si vous me garantissez d'éradiquer ce gâchis, bonne chance !). La mutagenèse ou la transgénèse sont des raccourcis pertinents pour effectuer de telles mises au point plus rapidement². Des recherches en cours (soyez rassurés – ou inquiet en ce qui me concerne – ces recherches et expérimentations n'ont pas lieu en Europe !) vont dans ce sens comme en témoigne l'encadré ci-dessous que j'emprunte à un diaporama récent de Agnès Ricoch (AgroParisTech, Penn State University) : *Les prochaines innovations végétales*, Février 2013.

² Et de nouvelles technologies comme la cisgénèse, les nucléases à doigts de zinc, etc. sont en cours de développement.

Les recherches en cours

- Amélioration de l'efficacité d'utilisation d'éléments nutritifs, Azote, Phosphore, Zinc
- Amélioration de l'efficacité d'utilisation de l'eau
- Tolérance à la salinité
- Tolérance à la sécheresse
- Tolérance à aux températures extrêmes
- Tolérance aux inondations
- Résistance à certaines maladies et ravageurs pour réduire l'emploi des pesticides donc réduction des émissions de gaz à effet de serre et du quotient d'impact environnemental
- Tolérance à certains herbicides et préservation des sols (modifier aussi les pratiques agricoles)
- Biofortification

Se priver de ces innovations technologiques serait passer à côté de toute amélioration de productivité, et probablement être confronté au déclin de la productivité des anciennes technologies du fait de la modification des conditions climatiques. Si vous êtes un partisan de la décroissance, vous n'en avez rien à faire... et nous n'avons rien à nous dire ! Par contre si vous pensez qu'il est utile d'améliorer la productivité (pas forcément pour produire plus, éventuellement pour travailler moins et surtout pour compenser un ratio actif / inactif déclinant) vous ne pouvez pas être indifférent au thème de l'innovation technologique : il n'y aura pas d'amélioration de productivité sans adoption de nouvelles technologies. Or si vous faites de la recherche et de l'expérimentation, vous n'êtes pas sûr de trouver des technologies intéressantes... mais si vous n'en faites pas, vous êtes sûr de ne pas en trouver.

Ce qui est sûr et certain, aussi bien en matière agricole, énergétique ou industrielle, c'est que sans amélioration de la productivité européenne il ne sera pas possible de maintenir le modèle social européen d'Etat Providence (santé pour tous – y compris dans la très libérale Grande Bretagne – retraite de base voire plus dans les pays les plus avancés) mis en place après-guerre ; d'autant plus que le vieillissement des populations européennes suppose d'augmenter fortement la production par tête d'actif. Si vous ne voulez pas travailler jusqu'à 80 ans, vous savez ce qui vous reste à faire : ne suivez pas les obscurantistes et ayez confiance, avec vigilance et esprit critique, dans les avancées scientifiques, leurs débouchés technologiques et leur mise en œuvre productive. Dans leur immense majorité, les chercheurs, les expérimentateurs et les entrepreneurs ne sont pas des êtres abjects qui ne songeraient qu'à vous intoxiquer, vous empoisonner, vous irradier, et vous désintégrer menus !

Pour en finir avec ce dossier technologique, je vais vous faire une confidence : oui, je suis certain que les PGM vont faire des morts en Europe et tout particulièrement en France, à l'horizon d'un demi-siècle ou d'un siècle ! En effet, à n'en pas douter, sont à prévoir des morts de rire par étouffements irréversibles, crises cardiaques fatales ou crises d'hypertension aiguës lorsque, avec le recul du temps, nos enfants et petits enfants regarderont les archives audiovisuelles des manifestations anti OGM et des péroraisons d'un Astérix moustachu... beaucoup moins sympathique que l'original.

Et pour moi, après cet intense effort d'écriture, et avant d'entamer mes Confessions, l'heure est venue d'aller manger ma tranche de foie de canard (nourri au maïs transgénique bien sûr), accompagné d'une poêlée de cèpes biologiques, le tout arrosé d'une bouteille de vin issue d'un cep miraculeusement rescapé du massacre de Colmar (plus connu sous le nom de St Barthélemy des Vignes) : l'ivresse est encore plus douce avec du vin transgénique !

3. Et mes sous dans tout ça : les Nouvelles Confessions

Dans le dernier numéro de cette lettre, j'avais placé la rubrique « Et mes sous dans tout ça ! » sous les auspices de Confucius. Cette fois-ci je vais faire appel à Jean-Jacques Rousseau et à ses Confessions, même si quelques morceaux choisis étudiés en classe de Seconde ou de Première (cf. Lagarde et Michard) ont suffi à m'en dégouter et à me faire préférer Voltaire ou Diderot. Pourtant, je sens monter en moi un fort sentiment de culpabilité qui m'incite à de Nouvelles Confessions.

Certes, ma mère, contrairement à celle de Rousseau, n'est pas morte en me donnant naissance, ce qui allège mon tourment par rapport à celui de Rousseau ! Certes, je n'ai pas non plus mis mes enfants à l'assistance publique avant d'écrire un manuel d'éducation. Mais qu'en est-il de ma Mère-Patrie ? Suis-je à la hauteur pour lui porter assistance alors qu'elle a un budget en fort déficit et un taux d'endettement qui frise les 100% ? Bien sûr, je peux fuir mes responsabilités en me disant que je lui coûte beaucoup moins cher qu'une banque en faillite qui ne peut pas faire faillite (*too big to fail*) ou une firme multinationale avide d'optimisation fiscale. Mais, hélas, une introspection honnête m'amène bien vite à me rendre compte que je suis un salopard de la pire espèce. Je vais donc confesser mes turpitudes afin d'alléger les futurs tourments de ma vieillesse qui s'en vient ! (Remarquez, il vaut mieux pour moi qu'elle s'en vienne plutôt qu'elle s'en aille !).

Pour commencer mes confessions et avant de passer au noyau dur de mes turpitudes fiscales, je dois demander pardon à Jeanne d'Arc. Il ne vous a pas échappé, dans la première partie de cette lettre, que je viens de prendre position très clairement pour un Euro monnaie commune et non pas monnaie unique. Ce faisant, je viens de m'aligner sur la position de l'Anglois honni, qui a brûlé Jeanne et empoisonné Napoléon. Depuis plusieurs numéros j'annonçais un prochain numéro centré sur l'Europe, mais j'ai trainé à le faire, n'osant pas avouer ma trahison de la *Douce France de la belle Aude au bras blanc* et de la *Pucelle d'Orléans* et mon ralliement à la Perfide Albion, prenant prétexte de n'importe quoi pour ne surtout pas parler de l'Europe (Chypre et les Jivaros par exemple, où va-t-il chercher ça !). Cette fois-ci, après trois nuits blanches consécutives et avoir tourné sept fois mon clavier autour de mon écran, j'ai avoué ma trahison, tel un Ganelon des temps actuels ! Néanmoins, lors de mon inévitable procès, j'insisterai sur le caractère partiel de mon ralliement à l'ennemi héréditaire : je préconise des taux de change administrés entre les clones nationaux de l'Euro, pas un flottement de marché, et ce faisant je prive la *City* de tout moyen de spéculation entre monnaies européennes. Je ne suis donc qu'un demi-traitre, me voilà presque rassuré. Venons en maintenant au cœur de mes pratiques criminelles vis-à-vis de ma Mère-Patrie, tout au long de mon chemin de vie.

L'enfance et l'adolescence sont des âges d'apprentissage et l'on n'est guère responsable des difficultés de sa Mère-Patrie. La vingtaine mérite l'indulgence d'une relative inexpérience et de l'accaparement par des passions aveuglantes. Mais à partir de trente ans, tout homme bien né porte la pleine et entière responsabilité de ses actes et de leurs conséquences. Et précisément, c'est dès le début de la trentaine que j'ai commencé à faillir et à trahir ma Mère-Patrie. En effet, c'est alors que j'ai abandonné la location immobilière pour acheter un appartement. C'est ainsi que j'ai commencé mon triste parcours de propriétaire occupant, parcours ininterrompu depuis et... dont je prends conscience aujourd'hui du caractère infamant, grâce à un [rapport récent du Conseil Economique et Social](#). Mais, si ma faute est impardonnable, je revendique néanmoins des circonstances atténuantes à n'avoir pas pris conscience plus tôt de mon irresponsabilité : Sarko m'avait induit en erreur en disant qu'il fallait encourager le maximum de Français à devenir propriétaire... en oubliant d'ajouter qu'ils ne devaient surtout pas occuper le logement qu'ils achetaient !

Aujourd'hui, je dois me rendre à l'évidence : l'occupation des logements par leurs propriétaires est profondément révoltante. Un propriétaire occupant est un monstre d'asociabilité... qui fonctionne honteusement en circuit fermé sans laisser prise au fisc. Dans un monde idéal, il faudrait que les propriétaires de logement s'entendent entre eux pour se louer mutuellement leur logement (par exemple vous allez habiter chez votre voisin et lui vient chez vous) : ainsi chacun paierait un loyer et percevrait un loyer, mais au moins ils encaisseraient un revenu sur lequel ils paieraient l'impôt sur le revenu. Un bon citoyen n'achète pas un logement pour l'occuper, il cherche une location et utilise son épargne soit pour acheter des titres financiers, par exemple des emprunts d'Etat (Ah que voilà un brave homme, un vrai philanthrope vu les taux actuels !), qui donneront lieu à taxation des revenus et plus values, soit à acheter un bien immobilier pour le louer. Pour rétablir un minimum d'esprit civique et de justice, il convient donc de considérer qu'un propriétaire occupant se verse à lui-même un loyer virtuel qu'il importe de soumettre à l'impôt sur le revenu et au droit au bail (bail qu'il se consent à lui-même, en toute impunité, sans risque d'expulsion à la sortie de l'hiver pour loyer impayé, le veinard !). A titre de repentance pour ma mauvaise conduite pluridécennale, je demande une taxation des loyers virtuels avec effet rétroactif sur trente ans (ainsi mon expiation sera totale !). Toutefois, pour des raisons de simplification administrative et de démonstration du caractère bienveillant de l'administration fiscale, on pourrait envisager que les enfants ne soient pas imposés sur les loyers virtuels perçus par leurs parents décédés, donc de mettre en place une limite générationnelle à la rétroactivité. La République sait être magnanime et respecter les deuils !

Cette révélation par le Conseil Economique et Social de mes turpitudes immobilières me fait prendre conscience d'un autre manquement grave à mes devoirs envers ma Mère-Patrie. Il est bien vu aujourd'hui que les hommes s'impliquent dans les tâches ménagères. C'est mon cas depuis toujours: hormis le repassage qui dépasse mes savoir-faire, la cuisine, la vaisselle, l'aspirateur, le balai et la serpillère, le nettoyage des vitres - et j'en oublie certainement – me

sont pleinement familiers. Mais je me rends compte aujourd'hui que cette manie de m'impliquer dans les tâches ménagères n'est qu'une demie vertu : si ma femme n'y trouve rien à redire, cela va de soi, Mère-Patrie pourrait s'en offusquer. Car faire le ménage chez soi (idem pour le jardinage et la garde des jeunes enfants) est un vrai gâchis fiscal et, au-delà, un déplorable manque à gagner statistique. Supposons que j'aie accompli les tâches ménagères chez mes voisins et qu'eux viennent à la maison, contre rémunération fiscalement déclarée : nos revenus respectifs augmenteraient (donc nos impôts aussi) et nous verserions des charges sociales, un vrai pactole en perspective pour les budgets de l'Etat et de la Sécurité Sociale. Mais là n'est pas le meilleur. Imaginez que sur les 36 millions de foyers fiscaux français, 20 millions jouent le jeu d'échanger leurs travaux ménagers à raison de 500 heures par an (10h semaine), sur la base d'un SMIC (brut + charges patronales + 10% congés) à 14 € de l'heure, soit 7000 € par an : $7000 \times 20 \text{ millions} = 140.000 \text{ millions} = 140 \text{ milliards €}$ de production de services. Sur ces 140 milliards, pas de consommations intermédiaires : les détergents, serpillères, balais, aspirateurs, fer à repasser... sont payés à part par l'employeur, pas de frais de transport... entre voisins. Ces 140 milliards sont donc de la valeur ajoutée pure, c'est-à-dire qu'ils viennent s'ajouter directement au PIB du secteur des services. Sachant que le PIB français est de l'ordre de 2000 milliards €, c'est un surcroît de 7% d'un coup (un an de croissance à la chinoise)... sans que le bien-être des citoyens ait changé d'un iota certes (peut-être diminué, si votre voisine est une souillon), mais on n'est pas forcé de le leur dire, ce qui compte c'est l'effet d'annonce ! On est passé, ni vu ni connu, d'une autoconsommation de service, non enregistrée par la comptabilité nationale, à une marchandisation de ces mêmes services, dès lors comptabilisés. Et hop, +7% !

Eh, tu vois Mosco³, l'avenir pourrait être radieux pour toi ! Si tu arrives à mettre en place le PEV (*Plan Emplois Voisins*) fin 2014 (bien sûr, le chemin est douloureux, il faudra des incitations, de nouvelles niches fiscales, car employer son voisin ou sa voisine n'est pas une sinécure) pour qu'il produise son effet de croissance pour moitié en 2015 et pour moitié en 2016, tu t'assures une croissance du PIB de 3% sur ces deux années (3,5% du PEV – 0,5% de récession tendancielle). Parmi les 20 millions de voisins concernés il y aura bien quelques centaines de milliers de chômeurs, d'où une vraie inversion de la courbe du chômage. Ce sera toi le véritable héros du Quinquennat. Début 2017, l'INSEE et Eurostat confirment que la France, pour la deuxième année consécutive, vient de réaliser la meilleure performance européenne pour la croissance du PIB : Hollande est réélu triomphalement, Matignon te revient de droit, et tu me nommes... surtout pas à un poste de Ministre (trop de boulot, et je n'arriverai jamais à être en Dordogne au moment des cèpes, impensable ! Imagine que la poussée commence un mercredi, jour de Conseil des ministres, l'horreur !) mais au CESE (Conseil Economique Social et Environnemental... oh purée... je vais y retrouver des écolos... ça va être ma fête après ce que j'ai écrit sur les OGM !) : je suppose qu'actuellement tu ne dois pas avoir beaucoup de membres du CESE qui te concoctent des mesures à 7% de

³ Mosco : diminutif de Moscovici, ministre des finances dans l'actuel gouvernement français.

croissance ! Je ne sais pas combien ça gagne un membre du CESE, mais, pour moi, ça devrait très largement compenser les 10 ou 20% de diminution des retraites des fonctionnaires que tu vas devoir nous infliger après 2017, tout cela sans me priver des morilles, des girolles, des cèpes, des confitures de cerises, des cerises à l'eau de vie et de la cuisine des canards, de quoi s'occuper à mi temps d'avril à décembre. Je reste donc disponible à plein temps en janvier, février et mars... sauf quand j'écris LA CRISE... et j'en ai encore pour des années... et j'en connais même un qui veut lancer une pétition pour que LA CRISE devienne mensuelle (n'est-ce pas Olivier)... ça risque d'attendre longtemps ! D'ailleurs, si tu me nommes au CESE, loin de toute intention de corruption et en pure sympathie pour ta réussite du PEV, je te donnerai quelques bocaux, j'ai du stock, au moins pour les cèpes. Par contre, les cerises à l'eau de vie 2013 sont déjà presque terminées : pourvu qu'il n'y ait pas de gelées tardives au printemps 2014 ! Regarde les photos ci-dessous et dis-moi quels bocaux tu réserves : j'ai du 500, du 750 et du 1000, que des grosses coupures ! Ne sois quand même pas trop gourmand, sinon, mes enfants, qui lorgnent sur les mêmes bocaux, vont m'accuser de dilapider le patrimoine familial, c'est très à la mode actuellement dans les familles françaises !

Retour des bois, été 2011



Nature morte 2013



Vous voyez bien que ma référence à Rousseau n'est pas usurpée ! J'ai au moins en commun avec lui un certain [goût de la forêt](#) et de la nature. [Promenons-nous dans les bois...](#)

Portez vous bien, finissez bien l'année 2013, bonnes fêtes et bonne année 2014.

Henri REGNAULT, le 4 décembre 2013
henri.regnault@univ-pau.fr